L’expert économique australien Adam Creighton : « si j’étais français, je voterais Marine Le Pen «

écrit par Maxime | 19 avril 2017
A l’étranger, l’expert économique de « The Australian business review », basé à Sydney, indique que s’il était français, il voterait Marine le Pen : http://www.theaustralian.com.au/business/opinion/adam-creighton/a-vote-for-marine-le-pen-is-a-vote-to-end-rule-of-selfserving-elites/news-story/362600e230d7da52d7894bf7249964e4

Son article est largement retweeté, il a plus de 5000 abonnés sur twitter. Les arguments me semblent clairs et pertinents : https://twitter.com/adam_creighton

Voter Marine Le Pen pour mettre fin à l’élite qui ne pense qu’à ses intérêts

La semaine prochaine, si j’étais français, je voterais Marine Le Pen lors de l’élection présidentielle. Voter autrement signifie que l’on cautionne les élites politiques et économiques qui ont ruiné l’économie française, mené la cinquième République vers la faillite, obligé les contribuables français à renflouer les banques parasites et qui ont laissé le pays à la merci du terrorisme islamiste.

Reprendre les mêmes ? Non merci. Le Cato Institute a publié le nouvel indice de la liberté humaine de la France, qui par exemple depuis 2008, est passé de la vingtième place à la trente et unième (l’Australie est à la sixième).

La popularité de Le Pen a augmenté depuis la crise financière mondiale. Thomas Piketty l’économiste le plus renommé de France, blâme l’inégalité et le chômage. Il m’a déclaré la semaine dernière : « Si nous ne parvenons pas à lutter contre ces deux fléaux par des politiques progressistes efficaces, nous serons toujours face à

des politiciens qui tenteront avec succès de diviser la population active entre ressortissants et étrangers ou qui utiliseront les fractures ethniques ou religieuses ».

Le programme politique du Front national – cocktail populiste de protectionnisme et de nationalisme – importe beaucoup moins que la remise en question du statut européen de la France, confortable et figé, que le FN se propose d'entreprendre en cas victoire. La France a misé son devenir sur une UE de plus en plus stérile et impopulaire. En effet, la victoire de M Le Pen aurait un impact bien plus considérable sur le monde que le succès de Donald Trump aux États Unis, où les blocages du Congrès et le récent bombardement au Moyen-Orient nous ont tristement et clairement rappelé la politique antérieure des USA.

L'engagement de M Le Pen de demander aux Français leur avis quant à rester dans l'UE est raisonnable, étant donné que la dernière fois où ils ont été consultés en 2005, leur réponse (négative) a largement été ignorée. La proposition de M Le Pen est que la France doit se retirer de l'euro et convertir sa dette en franc, ce qui entraînerait une crise financière bien plus sérieuse qu'en 2008, mais c'est le prix à payer quand on vise la prospérité à plus long terme.

TWAM, le 15 avril 2017 M Le Pen peut-elle gouverner la France ?

La dette de la France s'élève à plus de 2000 milliards d'euros (2800 milliards de dollars), 120% du revenu national du pays [NdT : Sur toutes les radios on entend plutôt qu'on frôle les 100 % et à la baisse puisque la croissance reprend : voir ici.]- plus du triple de l'Australie. La crise financière suite au «Frexit» provoquerait la faillite de nombreuses banques lourdement endettées, incitant à repenser le système bancaire mondial, nécessaire pour le devenir économique de la planète, mais dont nous avons été privé après la crise financière.

La politique française depuis 62 ans consistant à aligner l'Allemagne sur l'UE a laissé la France avec un taux de change trop élevé (alors que celui de l'Allemagne est trop faible), entravant de manière permanente la compétitivité française.

Les gouvernements inconséquents ont fait que les dépenses [publiques] de la France représentent 60 % de son PIB (contre environ 33 % pour l'Australie) et, perçoivent un peu moins en impôt, un cocktail pour une faillite éventuelle. Le taux de chômage se stabilise à un peu de plus de 10% depuis la crise financière, malgré les promesses réitérées des présidents français de le faire baisser. Et c'est là le

chiffre officiel, car il suffit de travailler plus d'une heure par semaine pour ne plus être demandeur d'emploi [NdT : on peut à la fois travailler et être au chômage. Voir ici.]. Le taux de chômage chez les jeunes en France se maintient actuellement au-dessus des 20 %, plus du double de l'Allemagne.

L'Australie est sur ce sujet dans les faits gagnante – la banlieue Ouest de Sydney, par exemple, est peuplée de beaucoup de jeunes Français. Le nombre de Français nés en Australie a augmenté de plus de 6 % par an depuis 2006, plus de 42 000, plusieurs fois celui des Grecs, des Espagnols ou des Allemands.

Il est triste de voir que la France, premier état moderne, une des grandes sources scientifiques et culturelles de la civilisation occidentale, qui sous Charles de Gaulle s'est hissée à la prééminence après avoir plusieurs fois frôlé la destruction, puisse se retrouver dans un tel désarroi.

Le déclin économique et le terrorisme islamique ont alimenté la sinistrose nationale : le livre d'Eric Zemmour paru en 2014 « le suicide français » a été un best-seller. Le récit de Michel Houellebecq montre comment un musulman pourrait gagner l'élection présidentielle française en 2022 – ce qui n'est pas particulièrement gratifiant pour un pays qui doit sa civilisation à sa victoire sur les Arabes en 732 par le roi Charles Martel. Le nombre de musulmans s'élève à près de 10% de la population évaluée à 65 millions, ce taux est le plus élevé des pays occidentaux importants. La France perd rapidement sa vaste population juive, une des forces séculaires du pays.

Le mois prochain quel que soit le verdict des urnes, le Front national et les partis européens qualifiés de populistes continueront à bénéficier de la faillite économique morale du vieux continent, faillite mise en évidence par le « sauvetage de la Grèce ». Plus de 80% des fonds publics de l'UE (227 milliards d'euros) d'aide à ce pays depuis 2010, ont servi à rembourser les prêts souscrits auprès de banques étrangères et grecques. Ces renflouements devaient « protéger les banques allemandes, mais surtout les banques françaises, de l'effacement de la dette grecque », comme l'a noté l'ancien chef de la banque centrale allemande Karl Pohl à l'époque. **C'est-à-dire que les banquiers hautement rémunérés, qui ont profité des bénéfices à court terme des prêts à la Grèce, ont fait payé la facture aux contribuables français et allemands sur le long terme, procédé que l'on peut qualifier de socialisme poussé à l'extrême**. Comment respecter un tel système économique ? Pressentant le danger que représente M Le Pen, les grandes banques françaises ont refusé de prêter au FN pour sa campagne présidentielle (ce qui n'a

pas été le cas pour d'autres candidats).

Au mois de décembre dernier, le journaliste brillant Charles Moore, conservateur et chroniqueur au journal Spectator, a révélé qu'il «encourageait» la droite populiste. Il a écrit « il peut sembler Marxiste de dire cela, mais je pense que les élites ont construit un ordre mondial qui sert leurs intérêts, et non celui des populations », il a souligné que la «crise bancaire a été résolue dans l'intérêt des banquiers». De plus en plus de commentateurs de droite et de gauche – qu'il est de plus en plus difficile de différencier – sont arrivés à la même conclusion.

Les sondages qui attribuent 25 % d'intention de vote à Marine Le Pen semblent sous-estimés. Tout comme la candidature à la présidence américaine d'Hillary Clinton, désignée par le Parti Démocrate, s'est avérée être un cadeau pour D Trump lors de sa campagne, les rivaux de M Le Pen sont des reflets presque stéréotypés du passé. François Fillon, le candidat «centre droit», a été le premier ministre du président Nicolas Sarkozy. Il est impliqué dans un scandale quant à savoir si, en tant qu'homme politique, il détournait des fonds publics. Le prétendu favori de ces élections est l'ancien banquier d'investissement Emmanuel Macron, qui a été ministre de l'économie sous le détestable mandat du président François Hollande.

Même si Le Pen perd, sa victoire n'est qu'une question de temps. Les sondages montrent que son soutien le plus important provient de personnes de moins de 40 ans et, il est fortement probable que Macron ou Fillon ne fassent rien pour changer les choses.

Traduit de l'anglais par Lavéritétriomphera

Source : http://www.theaustralian.com.au/business/opinion/adam-creighton/a-vote-for-marine-le-pen-is-a-vote-to-end-rule-of-selfserving-elites/news-story/362600e230d7da52d7894bf7249964e4